

ASSEMBLÉE NATIONALE

9ème législature

Politique du sport Question écrite n° 5362

Texte de la question

M Pierre Bachelet appelle l'attention de M le secretaire d'Etat aupres du ministre d'Etat, ministre de l'education nationale, de la jeunesse et des sports, charge de la jeunesse et des sports, sur la situation financiere et materielle du mouvement sportif francais qui devient de plus en plus difficile : en effet, en ce mois d'octobre, les clubs sportifs reconnus n'ont toujours pas percu, pour l'ensemble de l'annee 1988, les modestes subventions attribuees sur le FNDS qui, d'ailleurs, ne sert plus qu'a pallier les carences budgetaires. Parallelement, les federations sportives n'ont percu que 40 p 100 de leurs subventions d'Etat pour 1988 et se voient contraintes de verser des agios aux banques afin de ne pas abandonner les actions entreprises en cours d'annee. En dernier lieu, il s'avere que le projet de budget du ministere des sports ne representera, en 1989, que 0,20 p 100 du budget de l'Etat, ce qui est une constante depuis six annees. Il lui demande en consequence de bien vouloir sensibiliser le Gouvernement sur la survie des federations et clubs sportifs et sur le developpement du sport de haut niveau qui doit obligatoirement s'appuyer sur un sport de masse. De ce fait, il souhaite que le Gouvernement reponde a la demande du Comite national olympique et sportif francais et revoie ses previsions budgetaires afin de mettre a la disposition du mouvement sportif francais 300 millions de francs de plus pour 1989, ce qui permettrait d'assainir la situation des federations et clubs qui comptent un million de militants benevoles, lesquels assument, concretement, le travail de 120 000 personnes.

Texte de la réponse

Reponse. - Le FNDS est un compte special du Tresor dont la gestion est reglementee par la loi organique no 59-2 du 2 janvier 1959 relative aux lois de finances. Notamment, le total des depenses engagees ne peut exceder le montant des recettes du compte. Les recettes du FNDS, soit un prelevement de 30 p 100 sur les enjeux du Loto sportif, de 2,5 p 100 sur les enjeux du Loto national et de 0,077 p 100 sur les enjeux du pari mutuel urbain sont encaissees mensuellement. Il en resulte que les depenses suivent le meme rythme. Au cours du premier semestre de 1988, les enjeux du Loto sportif ont connu une baisse importante, ce qui a fortement obere les possibilites d'engagements. La reforme intervenue au mois de juillet a entraine une nette reprise des enjeux et une augmentation des engagements effectues. Ainsi 183,8 millions de francs ont ete delegues en septembre et octobre au titre de la part regionale du FNDS permettant de couvrir 80 p 100 des subventions attribuees aux clubs au titre des actions traditionnelles. S'agissant de la part nationale, les subventions aux federations ont ete soldees le 5 decembre. Pour 1969, les ressources du FNDS sont evaluees a 900 millions de francs, ce qui est conforme aux enjeux constates au cours du dernier trimestre 1988. Cependant, les contraintes qui s'imposent au Gouvernement dans le cadre de l'elaboration du budget de 1989 ne permettent pas de donner une suite favorable a la demande exprimee par les representants du mouvement sportif d'obtenir 300 millions de francs supplementaires. Il faut noter qu'un effort substantiel a deja ete effectue sur le budget de l'Etat puisque le budget du secretariat d'Etat a la jeunesse et aux sports atteindra 2 308 millions de francs, soit 4 p 100 de plus qu'en 1988, grace notamment a une mesure nouvelle de 60,5 millions de francs pour les operations d'amenagement des rythmes de vie de l'enfant, de 3 millions de francs pour la lutte contre le dopage et 0,5 million de francs pour les jeux de la francophonie.

Version web: https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/9/questions/QANR5L9QE5362

Données clés

Auteur: M. Bachelet Pierre

Circonscription : - Rassemblement pour la République

Type de question : Question écrite Numéro de la question : 5362

Rubrique: Sports

Ministère interrogé : jeunesse et sports Ministère attributaire : jeunesse et sports

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 21 novembre 1988, page 3305